



Union Départementale CGT du Lot

Bourse du travail - Place Rousseau - 46000 Cahors

Intervention manifestation du 12 mai 2016

Gouvernement après gouvernement, les mauvais coups frappent toujours plus fort les salariés: précarité, privatisations, délocalisations, austérité salariale, casse des retraites, casse des acquis sociaux et des services publics issus du rapport de force à la Libération, sans oublier les conquêtes de 1936 et de 1968, tandis que les milliards s'accumulent dans les comptes des grands groupes capitalistes

Aujourd'hui, cette politique de casse se poursuit avec le gouvernement Hollande, pire elle s'aggrave en particulier avec l'adoption des nombreuses lois de régression sociales « Macron » « Rebsamen » et maintenant avec la loi « El Khomri »

Tout ce que les travailleurs ont arraché pour vivre mieux est repris, laissant la place à une dictature patronale où les exploités seraient condamnés à la précarité à perpétuité...

Une politique de force, de coup de force, de passage en force. Ce gouvernement socialiste n'épargnera donc aucun symbole et valeurs de son électorat de 2012.

Il mène une politique dictée et appliquée uniquement pour les intérêts des puissants et de la finance. Des coups de force répétés sous l'impulsion du Medef contre les droits des salariés et le code du travail.

Quel culot, quelle provocation de Hollande de nous dire que ça va mieux, ça va mieux pour qui ? Pour les Patrons, pour les plus riches, les actionnaires ?

Hein ça va mieux pour qui ? Certainement pas pour le monde du travail, c'est-à-dire la majorité de salariés, de privés d'emploi et de retraités.

Pas une seule mesure en faveur des salariés, des retraités, des privés d'emploi !
Que des coups de rabot !

La seule chose qui monte c'est le chômage, la précarité, ce qui se redresse de façon incontestable c'est le taux de marge des entreprises et les cadeaux aux actionnaires et à la finance grâce à la générosité du gouvernement

En France et dans le monde, ça ira vraiment mieux lorsque ça ira bien pour les salariés, les chômeurs, les retraités, c'est pourquoi la Cgt mobilise contre l'austérité et contre les lois favorables au patronat, comme la loi El Khomri.

Avec le 49.3 le gouvernement socialiste affiche sa conception de la démocratie, dans la lignée de l'état d'urgence ou de la réforme territoriale

Voilà maintenant près de trois mois, que nous nous mobilisons pour combattre le projet de loi Travail et porter l'exigence de nouveaux droits sociaux pour les salariés.

Quelle est la réponse du gouvernement ? Le passage en force !

Ce projet de loi ne figurait pourtant pas dans le programme du candidat Hollande, qu'est qu'il a dit ce Bouffon : mon ennemi c'est la finance, il a du se planter dans son discours, c'est plutôt mon ami c'est la finance !

L'utilisation du 49-3 pour faire adopter une loi rejetée par plus de 70% de la population est inadmissible, une véritable honte !

Cette décision ne vient que s'ajouter à un processus antidémocratique depuis le début. Faut-il rappeler que les organisations syndicales n'avaient pas été consultées avant l'écriture du texte, les rencontres éclair avec la Ministre du travail, le blocage des votes à l'Assemblée nationale ?

Quelle est la position de nos deux députés Monsieur Launay et Mme Orliac face à ce déni de démocratie, pourquoi n'ont-ils pas rejoint ceux qui souhaitent faire une motion de censure face au dictateur Valls !

Les salariés sont méprisés, les citoyens bafoués et leurs représentants ignorés, enfin certains car la aussi, honte aux organisations syndicales qui ne font qu'accompagner la régression social et la politique du MEDEF ! Honte à ceux qui choisissent de trahir les salariés.

La CGT condamne ce déni de démocratie et la brutalité affichée par le gouvernement Hollande, nous sommes en dictature !

La CGT appelle tous les salariés, privés d'emploi, étudiant, lycéens, retraités, Citoyens à s'inscrire dans le mouvement et à amplifier la mobilisation jusqu'au retrait de cette loi et pour un code du travail de progrès social.

Plus que jamais, l'urgence est à la mobilisation, l'intersyndicale appelle d'or et déjà à préparer les prochaines date du 17 et 19 mai.

On lâche rien, on a gagné sur le CPE, la loi travail aura le même sort !

